

Renouveau du syndicalisme : quel projet de société ?

Par Louis Favreau · novembre 7, 2012 · Commentaire

Thèmes associés mouvements sociaux, Québec, syndicalisme

La CSN a un nouveau président, Jacques Létourneau. On en a fait peu de cas dans les médias. Rien n'empêche. Il propose à la CSN de s'inscrire dans un mouvement de renouveau du syndicalisme dont il a été beaucoup question lors du dernier congrès. Dans son allocution le nouveau président note que les Chambres de commerce et le Conseil du patronat ne se gênent pas pour critiquer la force supposée des syndicats qui empêchent le plein épanouissement de l'entreprise. Cette affirmation du patronat est totalement démenti par nombre d'études qui démontrent bien la montée de la précarité dans le monde du travail tant au Québec qu'au plan international (délocalisations, sous-traitance systématisée, création de petites unités de travail franchisées, etc.). Résultat global depuis plus de 25 ans : un affaiblissement généralisé du syndicalisme.

En même temps, le nouveau président de la CSN, annonce que ce renouveau passe par la défense des travailleurs non syndiqués qui n'ont pas de régime de retraite. Question sociale urgente qui représente un important défi. Simultanément, le renouveau, oserais-je dire, passe assurément par un engagement sociopolitique redéfini de la centrale sur des enjeux de société plus larges, engagement qui peut, entre autre chose, s'appuyer sur les avancées issues de l'expérience syndicale des outils financiers que la Centrale a mis sur pied.

La CSN a toujours eu des positions progressistes depuis les années 1970 dans la foulée d'un projet de société bien illustré par un manifeste (largement diffusé et discuté dans le mouvement) et l'ouverture d'un 2e front comme on disait à l'époque. Aujourd'hui, force est de constater que la timidité règne à cet égard. L'élection au Québec de septembre dernier en a été la plus belle démonstration. Mis à part les groupes écologistes qui l'ont prise très au sérieux de même que les associations étudiantes qui étaient déjà fortement mobilisées, les organisations syndicales, communautaires, coopératives et d'économie sociale tout comme les groupes de femmes n'ont pas dit un mot. Au lendemain des élections non plus. Pendant que les organisations de représentation politique du secteur privé, et tout particulièrement les Chambres de commerce, ne se privaient pas de jouer les alarmistes face aux nouvelles mesures fiscales (et autres) du gouvernement Marois. Cherchez l'erreur !

Or depuis quelques années, des propositions ont pris forme dans certaines organisations, notamment à la Caisse d'économie solidaire Desjardins, à Fondation et au GESQ, propositions qui ont même fait leur chemin jusqu'à Rio+20 par l'intermédiaire du Forum international des Rencontres du Mont-Blanc (RMB). Leur contenu est de la plus grande actualité pour le renouveau conjoint du syndicalisme et du «modèle québécois de développement» remis sur l'avant-scène dans le discours d'ouverture du gouvernement Marois. En quoi consiste ce renouveau qu'on trouve libellé sous forme de 5 grands chantiers et de 20 propositions ?

D'abord, par le constat qu'une nouvelle conviction s'installe à demeure : il faut revisiter notre modèle de développement compte tenu du défi écologique auquel nous faisons maintenant face. Il devient donc urgent de transformer le modèle économique dominant, qui a pris la forme d'un nouveau capitalisme sauvage depuis 20 ans en provoquant la crise alimentaire, énergétique et climatique que nous traversons. Il est faut de prétendre que nous sommes condamnés à produire toujours plus sans égard aux écosystèmes de la planète comme le disent sans même une petite gêne les Lucien Bouchard de ce monde. En fait la question n'est-elle pas comme le disent les économistes Gadrey et Lipietz : quoi faire croître et quoi faire décroître ? D'où l'importance de politiques syndicales fortes matière de développement durable.

Avec les années 2000, la mondialisation néolibérale entre en force. Les Dragons et les Tigres d'Asie s'écrasent, la finance capitaliste passe progressivement aux postes de commande à l'échelle internationale, le FMI et la Banque Mondiale font déjà depuis un moment la pluie et le beau temps, etc. Sauf que ! Un

grand rassemblement à Seattle en 1999 devient le signe annonciateur d'une société civile internationale émergente. Le Forum social mondial (FSM) se réunit pour une première fois en 2001 à Porto Alegre au Brésil. Mais il y a autre chose moins visible qui émerge : le syndicalisme se recompose à la même échelle en 2006 (la création de CSI), le mouvement des agriculteurs et des paysans aussi. Le mouvement coopératif a fait de même dans un coup d'envoi de son congrès de 2009 à Genève sans compter les initiatives des RMB de 2011, le Sommet Desjardins/ACI en cette année 2012 et les 10,000 participants au congrès de l'ACI de Manchester il y a à peine quelques jours.

Il y a là le début de quelque chose qui n'a pas cessé de progresser pendant toute la dernière décennie. À tâtons certes, mais sans perdre son élan initial. Il y a un inédit et un saut qualitatif : le début de décloisonnement des luttes (jusque là très sectorielles), un changement d'échelle (depuis trop longtemps repliées sur le local et le national), une urgence écologique qui fait son chemin en questionnant l'économie dominante. Bref, nous entrons dans l'ère de la transition écologique de l'économie.

La transition écologique de l'économie va demander beaucoup en termes de volonté politique de nos gouvernements. C'est précisément ce qui rend urgent l'entrée en scène des mouvements sociaux sur ce plan. Car des investissements majeurs seront nécessaires pour transformer nos infrastructures tel que le passage à la priorité du transport en commun ; une production énergétique qui passe des énergies fossiles aux énergies renouvelables ; des bâtiments industriels, commerciaux, résidentiels assurant le maximum d'efficacité énergétique ; une agriculture et une foresterie écologiquement intensive, etc. Cela ne peut se faire que par une production globale verte en expansion et une volonté politique qui fournit des incitatifs en ce sens (une écofiscalité par exemple). Le contraire de ce que les tenants des multinationales (celles du gaz de schiste notamment) avancent.

En d'autres termes, le syndicalisme doit faire mouvement avec d'autres organisations dans la construction d'un rapport de forces pour un modèle alternatif de développement autour de deux pôles :

a) S'assurer de développer massivement des filières durables comme celle des énergies renouvelables (éolien, solaire, géothermique) ; comme celle de l'agriculture écologiquement intensive à grande échelle (pas seulement au niveau micro) et de la transformation de nos produits agricoles ici même ; comme celle de la biomasse de 2e génération pour alimenter le chauffage des établissements publics ; comme celle de la biométhanisation (biogaz à partir de nos déchets domestiques pour remplacer le pétrole des véhicules mobilisés par le service public) ; comme celui l'aménagement durable des forêts sous gestion de coopératives ; comme celui du transport collectif par monorail électrique reliant Montréal, Québec et les principales villes régionales (Trois-Rivières, Saguenay, Sherbrooke...) tel que l'avance une étude de faisabilité produite par l'Institut de recherche économique contemporaine (IREC).

b) S'assurer d'inciter, voire de forcer la décroissance dans d'autres filières comme la conversion de raffineries de pétrole, le moratoire sur le gaz et le pétrole de schiste, le refus de voir des minières s'alimenter au diesel plutôt qu'à l'électricité dans le développement du plan Nord, etc.

Or quand on lit le discours d'ouverture du gouvernement Marois, il indique très clairement qu'il s'en va dans cette direction si...et mais...Car il y a un si et un mais : si ce gouvernement est cerné par les forces vives du capitalisme québécois, il n'y arrivera pas. Je ne suis pas en train de dire : tous derrière le Parti Québécois. Je dis simplement : prenons acte du déblocage en cours ! Ne raisonnons pas comme si rien de qualitativement différent n'était arrivé le 4 septembre ! Et retravaillons les lignes de force d'un projet de société qui nous démarque du «tout au marché», de l'influence de plus en plus marquée des lobbies des multinationales et qui nous rapprocherait d'un renouveau de notre stratégie de mise en route d'un modèle de développement autre. À défaut de quoi le syndicalisme comme d'autres mouvements resteront des spectateurs ou des gérants d'estrade de ce qui se passe dans l'espace public.

<http://www.oikosblogue.coop/?p=13430>